



La proclamation des résultats officiels des élections sénatoriales, prévue se tenir le 23 janvier prochain, figure à la Une des quotidiens parus ce jour. Selon le Président de la Haute Cour Constitutionnelle, 10 requêtes sur les 21 déposées auprès de cette institution ont été retenues, car ont rempli les conditions requises. Par ailleurs, le décaissement partiel de la deuxième tranche de l'aide budgétaire octroyée par l'Union européenne retient également l'attention des journaux. Ainsi, une somme de 11,5 millions d'Euros a été versée au Trésor public, le 22 décembre dernier.

### Vie des Collectivités Territoriales Décentralisées

#### LA CUA RESTE FERME DANS SA DECISION, LA COMMUNE URBAINE DE TOAMASINA CEDE

La municipalité d'Antananarivo continue de chasser les marchands établis dans les rues du centre-ville, notamment Analakely, Behoririka et Ambodifilao. Jusqu'à hier encore, plus d'une cinquantaine d'employés de la Commune Urbaine d'Antananarivo ainsi que des agents de la police municipale ont sillonné les rues afin « d'appréhender » les marchands de rue illicites et confisquer leurs marchandises. La mairie de la capitale ne fait d'ailleurs pas de distinctions entre marchands ambulants ou « sédentaires », établis sur la chaussée ou sur les trottoirs. D'autre part, le dénouement serait proche au niveau de la mairie du Grand Port, suite à l'intervention coercitive de son conseil municipal. En effet, ce dernier a convoqué le maire Elysée Ratsiraka, vendredi dernier, en le menaçant d'un vote de confiance s'il persiste dans sa décision. Le premier magistrat de la ville de Toamasina a finalement cédé et accepté de régler les 3 mois de salaire impayés des employés de la Commune Urbaine de Toamasina mais également de revenir sur sa décision par rapport au recrutement des « gros bras », qui ont été engagés dans son bras de fer avec les grévistes. (L'Express de Madagascar, p. 10 ; Midi Madagasikara, p. 2)

- **Midi Madagasikara** se montre alarmiste en soulignant que la tension persiste dans la capitale et est même montée d'un cran, à la suite de l'arrestation d'un leader de la grève des marchands ambulants de Soarano et Behoririka. Une récupération politique de ce mouvement de contestation n'est pas également à exclure, affirme le quotidien. (p. 2)

### Processus électoral

#### RESULTATS OFFICIELS DES SENATORIALES POUR SAMEDI PROCHAIN

Selon le Président de la Haute Cour Constitutionnelle Jean Eric Rakotoarisoa, la proclamation des résultats officiels des élections sénatoriales pourrait avoir lieu le samedi 23 janvier prochain car son institution finalise actuellement l'examen des requêtes portant sur les scrutins du 29 décembre dernier. 21 requêtes ont été déposées jusqu'à hier à la HCC à Ambohidahy, mais seulement 10 ont été retenues, car les 11 restantes n'ont pas rempli les conditions requises. Les partis TIM, MAPAR, MMM et l'association Marina figurent parmi ceux qui ont sévèrement critiqué le pouvoir central par rapport aux anomalies constatées, estimant notamment que le secret de vote n'a pas été respecté. (Midi Madagasikara, p. 3 ; Madagascar-Laza, p. 3 ; La Gazette de la Grande Île, p. 4)

- Des annulations de voix et même d'opérations électorales risquent d'être prononcées lors de la proclamation des résultats officiels définitifs des sénatoriales, affirme **Les Nouvelles**. Selon une source du quotidien, les résultats dans les Provinces de Tamatave, de Tuléar et de



# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*Majunga seraient concernés par ces éventuelles décisions d'annulation, une situation qui pourrait ainsi profiter au parti HVM. (p. 2)*

- *Parmi les 21 requêtes déposées auprès de la HCC, 5 se rapportent aux scrutins tenus dans la capitale. D'après la tête de liste du MAPAR à Antananarivo, son parti a décidé de ne déposer aucune requête et ce, pour contester les élections en général mais également pour ne pas perdre du temps pour rien. « Nous n'exigeons pas que des voix soient annulées, nous exigeons que les élections dans toute l'île soient refaites », a-t-il indiqué. (Les Nouvelles, p. 2)*
- *Monja Roindefo, président national du parti politique Monima et tête de liste dudit parti dans la Province de Tuléar lors des sénatoriales, a tenu une conférence de presse hier, à Ankorahotra, afin de dénoncer des détournements de voix par les partisans du parti au pouvoir avec la complicité des autorités tuléaraises. L'ancien Premier ministre soutient que ces élections ne reflètent pas réellement le choix du peuple et des grands électeurs. 10 irrégularités attribuées au parti HVM ont été relevées par la CENI dans les procès-verbaux, reste à savoir maintenant si la HCC les prendra en considération, conclut Monja Roindefo. Il a également fait part des anomalies observées par son parti, en l'occurrence la non-transmission des listes électorales aux Sections de Recensement des Matériels de Vote, l'insuffisance de bulletins ou encore l'existence de bulletins contenant des signes particuliers (Midi Madagasikara, p. 3 ; La Gazette de la Grande Île, p. 12, Madagascar-Laza, p. 3).*
- *De l'avis de La Gazette de la Grande Île, Kolo Roger constitue un président potentiel du Sénat, dans la mesure où il a été l'unique candidat aux sénatoriales à siéger au premier rang aux côtés du Chef de l'Etat, lors de la grand-messe initiée par l'église FJKM qui s'est tenue le 17 janvier dernier au Palais des Sports de Mahamasina. Rivo Rakotovo, ministre d'Etat en charge des Projets présidentiels et non moins président national du HVM, pourrait cependant s'opposer à cette éventualité étant donné qu'il a déjà réussi à faire démissionner Kolo Roger de son poste de Premier ministre, conclut le journal (p. 5)*
- *Le Président de la République a tous les atouts entre les mains pour parvenir à ses fins, opine La Vérité. Maintenant que l'Assemblée nationale est acquise à sa cause et que le Sénat soit teinté en bleu, suite à la razzia du HVM aux sénatoriales, Hery Rajaonarimampianina s'approche lentement et sûrement de la stabilité politique qu'il a tant réclamée. (p. 2)*
- *La proclamation des résultats officiels définitifs des sénatoriales constitue un autre test de crédibilité pour la HCC. Va-t-elle une nouvelle fois trouver des artifices juridiques pour ne pas statuer l'annulation des voix ou la disqualification de candidats au regard des nombreuses irrégularités constatées, se questionne La Vérité, p. 3*
- *Avec sa victoire écrasante de 36 sénateurs élus sur les 42 en jeu, le parti présidentiel règnera sans conteste en maître au niveau de la Chambre haute. Elle permettra également d'équilibrer la force « frondeuse et versatile » de l'Assemblée nationale, opine L'Observateur, p. 3*

## Relations internationales

### L'APPUI A LA CONSOLIDATION DES SERVICES DE L'ETAT PARTIELLEMENT DECAISSE

*La délégation de l'Union européenne a publié, dans la presse hier, les raisons du décaissement partiel de la deuxième tranche de l'aide budgétaire, octroyée à l'Etat malgache. Si un fond à hauteur de 13 millions d'Euros était initialement prévu dans la seconde tranche du contrat d'appui à la consolidation des services de l'Etat, seulement 11,5 millions d'Euros ont été versés au Trésor public le 22 décembre dernier. Il se trouve effectivement que la valeur initiale était divisée en une tranche fixe et une tranche variable en fonction de l'atteinte des indicateurs. Par indicateur, l'UE fait référence au respect des engagements faits par Madagascar dans le cadre du 11<sup>ème</sup> Fonds Européen de Développement, notamment concernant la mise en place de la Haute Cour de Justice, la bonne*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



*gouvernance, la gestion « saine » des finances publiques ou encore la sécurité intérieure de l'Etat. D'ailleurs dans son discours, lors de la remise d'équipements de santé au centre Salama de Tanjombato, l'ambassadeur de l'UE Antonio Sanchez-Benedito avait mis l'accent sur la nécessité d'actions probantes contre la corruption, de façon à garantir la bonne utilisation des ressources. (L'Express de Madagascar, p. 3 ; Midi Madagasikara, p. 12 ; Madagascar-Laza, p. 6 ; La Vérité, p. 2 ; Madagascar Matin, p. 6 ; L'Observateur, p. 2)*

- **Les Nouvelles** justifie ce décaissement partiel de la deuxième tranche de l'aide budgétaire de l'UE par une faible performance du gouvernement malgache. (p.18)
- Décaissement au compte-goutte, titre **La Gazette de la Grande Ile**. De son opinion, cette décision de décaissement partiel est justifiée par le fait que les contribuables européens commencent à exiger de leurs institutions des feed-back sur les aides financières octroyées aux pays en voie de développement, comme Madagascar. (p. 2)

## UNE DELEGATION DU COMITE DE PILOTAGE DU SOMMET DE LA FRANCOPHONIE A MADAGASCAR

*Une délégation du comité de pilotage du Sommet de la Francophonie est actuellement en mission dans la Grande île afin de suivre de près l'évolution des préparatifs. Conduite par le président de la délégation, Jacques Bilodeau, une réunion s'est tenue hier avec le comité d'organisation malgache, au palais d'Ambohitsirohitra. Les projets d'infrastructures en vue de la tenue de cet événement y ont été entre autres présentés. Durant cette réunion, le ministre d'Etat Rivo Rakotovo a également annoncé la construction d'une salle de conférence exclusivement réservée aux Chefs d'Etat et de gouvernement dans le complexe du Centre de Conférence Internationale d'Ivato. (L'Express de Madagascar, p. 5 ; Madagascar-Laza, p. 3)*

- La délégation de l'Organisation Internationale de la Francophonie s'est également entretenue avec le ministre malgache des Affaires étrangères Béatrice Atallah, hier à Anosy. A l'issue de l'entretien, Jacques Bilodeau a expliqué que cette visite vise à constater sur terrain l'avancée de la mise en place des infrastructures nécessaires à la tenue du Sommet, afin de s'assurer que cet événement soit un très grand succès. (Midi Madagasikara, p. 2)
- Outre la salle de conférence qui sera construite au sein du Centre de Conférence International d'Ivato, deux complexes résidentiels, disposant de plus de 200 logements seront érigés dans le village de la Francophonie sis à Andohatapanaka. Malgré l'optimisme affiché par les premiers responsables de l'organisation de ce Sommet, le budget de 20 milliards d'Ariary alloué par le gouvernement reste insuffisant, opine **Les Nouvelles**, p. 2
- Au cours de la réunion annuelle des hauts responsables au sein de l'armée, qui a débuté hier, le Chef d'Etat-Major Général de l'Armée Malagasy, le général Rasolofonirina Béni Xavier a assuré que la sécurisation du Sommet de l'OIF et celui du COMESA figure parmi les priorités des militaires pour cette année. Il a indiqué que 150 militaires d'élites seront opérationnels durant ces deux Sommets. (Midi Madagasikara, p. 3 ; Madagascar-Laza, p. 3)
- L'armée s'attend au pire en vue de l'accueil des Sommets de la Francophonie et du COMESA, opine **La Vérité** et ce, en raison de la montée en puissance du phénomène terrorisme. (p. 3)
- Dans un article très critique, **Madagascar Matin** se base sur des publications sur les réseaux sociaux pour informer de la naissance du front anti-sommet, dirigé par le politicien Rajaonah Andrianjaka, évoquant comme argument que seulement 3% des Malgaches parlent français. (p. 3)

## Economie et société

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:





# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## LA JURIDICTION D'ANTANANARIVO OFFICIELLEMENT SAISIE DE L'AFFAIRE DU KIDNAPPING D'ARNAUD

*Selon une source auprès de la magistrature, le dossier du kidnapping d'Arnaud est légalement sous la compétence de la juridiction d'Antananarivo, car le dessaisissement de celle de Toamasina a fait l'objet d'une régularisation. En attendant l'aboutissement de l'enquête entreprise par la brigade criminelle sur l'implication de 8 personnes détenues actuellement dans ses cellules, les juges d'instructions peuvent, pour leur part, procéder à l'enquête au fond des 21 accusés, placés sous mandat de dépôt à la prison d'Ambatolampy. Si jeudi dernier, la Garde des Sceaux a expliqué qu'une décision concertée entre son département et la Présidence de la République a permis de dessaisir la juridiction de Toamasina, le lendemain, le Syndicat des Magistrats de Madagascar a affirmé que cet acte est illégal, du fait qu'il a été initié sans que la note de dessaisissement soit délivrée comme le veut la procédure. La source citée par **L'Express de Madagascar** soutient que cette régularisation impérative du dessaisissement de juridiction devrait permettre une prise de conscience des hautes autorités sur le respect strict de la loi et la transparence (p. 5)*

- *A propos du transfert de détenus d'Ambalatavoahangy à Ambatolampy, **Madagascar Matin** soupçonne que certains individus ont un intérêt à se saisir de l'affaire pour s'en occuper personnellement. Face à l'implication de la Présidence de la République, cette affaire pourrait également cacher des dessous politiques, conclut le quotidien. (p. 2)*
- *Un individu dénommé Lejao, faisant l'objet d'un avis de recherche dans le cadre de cette affaire de double rapt et soupçonné d'être de mèche avec le dénommé Fredo, a été arrêté à Farafangana par la police criminelle. Ayant quitté la ville du Grand Port pour un motif qu'il a monté de toutes pièces, il a rejoint Farafangana sans éveiller le moindre soupçon. La saisie de son téléphone et l'analyse de son journal d'appel a permis de confirmer qu'il avait beaucoup communiqué avec Fredo, durant les 50 jours de captivité d'Arnaud. (**Midi Madagasikara**, p. 17 ; **Madagascar-Laza**, p. 14 ; **La Vérité**, p. 5)*
- *D'après une source de **Tia Tanindrazana**, un officier au grade de général serait impliqué dans l'affaire du kidnapping d'Arnaud. Le quotidien a affirmé par ailleurs que l'individu arrêté à Farafangana n'est autre que le beau-frère de Freddy Jean Mahatody, l'agent pénitentiaire, également impliqué dans cette affaire. (p. 3)*

## IVAHONA BETROKA : LES MEMBRES DE DEUX TRIBUS S'ENTRETUENT

*Depuis le mois de décembre 2015, une spirale de violence sévit dans la commune rurale Ivahona Betroka. Un conflit social entre deux tribus cohabitant dans cette localité a en effet abouti à une série de décapitation dont la dernière date de jeudi dernier. Deux villageois ont été effectivement tués par des individus armés dont l'un a été décapité. Vers la fin du mois de décembre dernier, 4 autres avaient subi le même sort dans le village Benonoky Mahazoarivo. A l'origine de ce conflit social figure un vol de bétails perpétré dans le village de Mangaly-Ivahona, situé à 25 kilomètres du chef-lieu du district de Betroka, survenu dans la matinée du 13 septembre 2015. Des dahalo ayant pris part à cette opération ont été laminés par les éléments hélicoptérés de l'opération Fahalemana. Contraints de rebrousser chemin, ils ont abandonné une trentaine de fusils sur le champ de bataille. Les villageois victimes de l'attaque se sont accaparés de ces armes et ont refusé de les remettre aux dahalo survivants. Les deux tribus concernées ont depuis réglé leurs différends par des décapitations. D'après les explications du lieutenant-colonel Théodule Ranaivoson, commandant du groupement de la gendarmerie de la Région Anosy, une approche pacifique serait la meilleure démarche pour résoudre le problème et souligne que des négociations et des pourparlers ont été engagés entre les concernés. (**L'Express de Madagascar**, p. 9 ; **Les Nouvelles**, p. 8 ; (**Madagascar-Laza**, p. 14)*

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:



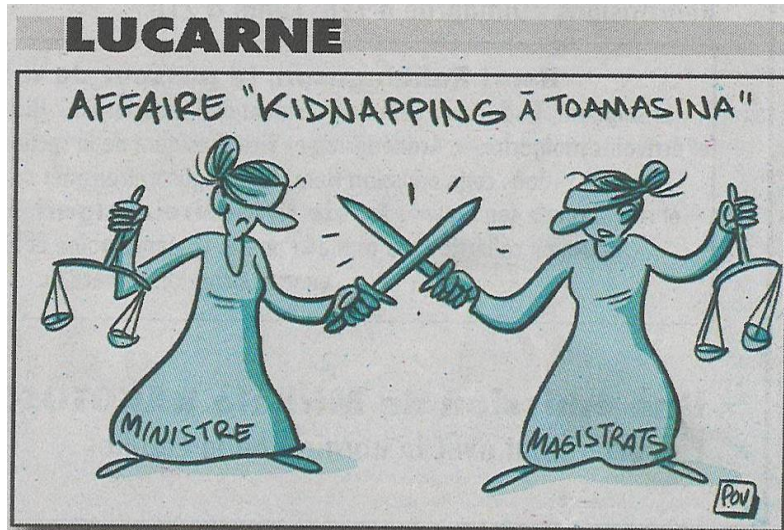


# INCIPALS

Initiative Citoyenne pour la Consolidation de la Paix,  
Leadership et Stabilité



## Un peu d'humour



**Responsables de l'Unité de Monitoring des Médias :**  
Tiaray RANDRIAMALALA: [tiaray.randriamalala@eces.eu](mailto:tiaray.randriamalala@eces.eu)  
Mirana RAZAFINDRAZAKA: [mirana.razafindrazaka@eces.eu](mailto:mirana.razafindrazaka@eces.eu)  
Site web: [www.incipals.eu](http://www.incipals.eu)

Leader du Consortium:

Membres du Consortium:

**ECES**  
CENTRE EUROPEEN  
D'APPUI ELECTORAL

**OSSERVATORIO**  
di Pavia Media Research

**Search for**  
**Common Ground**

**Center for**  
**Creative Leadership**